

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 41 Avril 2007

Les premières mesures du quinquennat

D'abord, quelques signaux forts pour montrer que les temps ont changé, pour déplacer les rapports de force, et redonner au pays l'espoir d'une France plus juste :

- **confiscation par le fisc des surprofits abusifs** : établissement d'une forte progressivité des contributions directes pour réduire les écarts de revenu, avec une tranche supérieure, correspondant à dix fois le SMIC, à taux d'imposition de 100%.
- **abrogation des dispositions** prises sous la législature 2002-2007 **qui aboutissaient à pratiquement soustraire à la contribution nationale la transmission des grandes fortunes** aux héritiers.
- **renforcement du pouvoir des salariés** dans l'entreprise : droit de veto des salariés et de leurs représentants sur les décisions qui les concernent directement, en particulier pour les licenciements et les délocalisations.

Ensuite, montrer que la fin du pétrole et le changement climatique, s'ils vont nous obliger à changer en profondeur notre mode de vie, peuvent nous conduire en définitive à une société apaisée, plus agréable à vivre :

- lancement de **débats sur les chaînes de télévision du service public**, avec des experts et des citoyens, sur les questions de l'épuisement des ressources fossiles, sur les énergies alternatives, sur la biodiversité, sur le changement climatique, sur la pollution.
- mise en chantier d'un **Plan** national, impliquant les forces vives de la nation (syndicats, entreprises, associations, citoyens tirés au sort, ...) pour, d'ici la fin de l'année, fixer des objectifs sur cinq ans en ce qui concerne les transports (transfert sur voies ferrées et fluviales d'une importante partie du transport des marchandises aujourd'hui assurées par camions) ; le développement des énergies renouvelables ; la construction et la rénovation de logements (isolation thermique) ; le passage de l'agriculture productiviste à une agriculture plus respectueuse de l'environnement.
- **résorption progressive du chômage** : création immédiate d'emplois subventionnés pour la petite enfance, le soutien scolaire, l'aide aux personnes âgées, l'aide aux particuliers pour les économies d'énergie.
- reprise d'une négociation pour la **réduction du temps de travail**.

Un rêve ?

Non, cela dépend de nous. Le pire n'est pas inéluctable.

Bonnes nouvelles

Mobilisation d'un bourg breton pour faire revenir ses travailleurs maliens sans papiers. A Montfort-sur-Meu, 27 travailleurs maliens, tous employés depuis plusieurs années dans les abattoirs de la ville, ont été interpellés le 28 février à l'aube par une cinquantaine de policiers et de gendarmes. Quatre, titulaires de papiers en règle, ont été relâchés. Les 23 autres sont sous le coup d'une mesure de reconduite à la frontière. 12 d'entre eux, regroupés dans un centre de rétention de la région parisienne, attendent d'être expulsés. Un premier a été placé dans un avion pour Bamako, qu'il avait quitté pour cause de misère, voilà une dizaine d'années ; il vivait à Montfort depuis trois ans avec Sandrine, Bretonne de 21 ans, enceinte de cinq mois. Son patron a rempli le formulaire administratif pour obtenir son retour. Il fera la même chose avec les 22 autres : « au travail, c'était des gars formidables », dit-il. « Dans l'agroalimentaire, nous manquons de main d'œuvre, dans les métiers les plus durs, comme la découpe ».

Ils étaient engagés dans la plus stricte légalité, sous contrat à durée indéterminée. Ils payaient les cotisations salariales, l'impôt sur le revenu.

Tout le canton se mobilise : pétition signée par plus de 5000 personnes, réunion publique, manifestation de rue avec 1500 personnes, avec le soutien du maire et du directeur de l'usine. (*Le Monde, 16 mars*).

Le projet d'autoroute contournant Bordeaux est annulé par la justice. Le tribunal administratif de Bordeaux a donné suite à la demande de huit associations opposées à ce projet, dont le tracé traverse vignobles et zones protégées. Ces associations préconisent des alternatives ferroviaires et maritimes pour le fret et, pour la circulation automobile, la réactivation de la voie de ceinture de chemin de fer, le développement du covoiturage, et une réflexion sur les circuits d'approvisionnement des entreprises. 2500 km d'autoroutes sont encore en projet en France, bien que l'urgence climatique incite à repenser les modes de transport. (*Le Monde, 7 mars et Politis, 8 mars*).

Vers l'éradication de la mouche tsé-tsé en Afrique? Chaque année 400 000 personnes meurent d'avoir été piquées par une mouche tsé-tsé.

La mouche tsé-tsé a été éliminée sur l'île de Zanzibar en 1997, grâce à un projet financé alors par l'AEIA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique - IAEA) et l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Comment ? En relâchant dans les zones infestées des quantités massives de mâles rendus stériles par irradiation.

La même méthode va être testée en Ethiopie, grâce à un projet financé par l'AEIA et le FAO (Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation). (*Le Monde, 4-5 mars*).

Le gouvernement australien a annoncé son intention d'**interdire, d'ici à 2010, les ampoules à incandescence**, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. On estime que seulement 5% de l'énergie consommée par les ampoules à bulbe avec filament est transformée en lumière. Selon le ministre australien de l'environnement, cette interdiction contribuera à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 800 000 tonnes par an d'ici à 2012, et divisera le coût de l'éclairage par trois pour chaque foyer.

L'Europe envisage cette solution, une décision concernant les foyers privés pourrait être prise en 2009. (*Le Monde, 25-26 mars*).

Energie

Le bois reste la principale source d'énergie dans les pays du Sud. 48 % en Afrique, 37,5 % en Inde, près de 30% en Indonésie. Mais la déforestation massive pourrait conduire à une rapide disparition des ressources, avant même la fin du pétrole. (*Le Monde, 20 mars*). En quinze ans, le monde a perdu 3% de son couvert forestier, malgré les politiques de reboisement. Et « on ne peut pas mettre sur un même plan la progression de plantations qui privilégient une ou deux espèces à croissance rapide, et n'ont aucun intérêt sur le plan de la biodiversité, et la destruction de zones tropicales très riches, qui se poursuit à un rythme très élevé ». (*Le Monde, 15 mars*).

La production de charbon continue à augmenter. Sur 5,8 milliards de tonnes produites en 2005, 2,5 milliards proviennent de Chine : le charbon y nourrit l'insatiable appétit des hauts fourneaux, qui produisent le tiers de l'acier mondial ; il est à la base de la production d'électricité. La dépendance vis-à-vis du charbon demeure également très importante en Inde et aux Etats-Unis. (*Le Monde, 20 mars*). [Mauvaise nouvelle pour le changement climatique ! Même si les habitués partisans de la fuite en avant technologique et apprentis sorciers imaginent des « usines à gaz » pour « capturer » le CO2, puis pour l'enfouir dans des couches géologiques...].

Changement climatique

« Celui qui veut faire quelque chose pour la protection du climat devrait **éviter les voyages en avion** et partir en vacances en Allemagne », déclarait Manfred Stock, de l'institut de recherches climatiques de Postdam. « Celui qui part en Asie du sud en avion doit savoir qu'il produit plus de 6 tonnes de CO2 », renchérisait Andreas Troge, président de l'institut fédéral allemand de l'environnement. (*Le Monde, mars*).

Qui a dit ... ? 1. « Ce type-là, s'il a tous les pouvoirs, se conduira comme Chirac : les copains que l'on case, les médias que l'on tient, l'argent public dont on use ». 2. « ce type-là », qui est-ce ?

3. « Ce n'est pas parce que le renard se couvre de plumes qu'on va le prendre pour une poule ». [*réponses en page 4*].

Monde

Nourrir 9 milliards de Terriens. Sur les 6,5 milliards d'habitants que compte aujourd'hui la Terre, 2 milliards sont mal nourris et 854 millions sont affamés, disposant moins de 2200 calories par jour. Pour nourrir les 9 milliards d'humains attendus en 2050, **la production agricole devra doubler**. Comment ? Plusieurs pistes :

Augmenter les surfaces cultivées : la FAO estime qu'on pourrait presque les doubler, ce que conteste Michel Griffon, du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (« les terres apparemment vides sont déjà utilisées en jachère par rotation longue des cultures »). Augmenter les rendements. Mais le modèle d'agriculture intensive des pays développés, où l'usage des produits chimiques et phytosanitaires entraîne une forte pollution, est en outre également condamné à terme par l'augmentation des prix de ces produits, du fait de la hausse du coût du pétrole, et n'est donc pas transférable aux pays du Sud. « **Nous allons vers une agriculture au coût énergétique élevé, disposant de peu d'engrais et devant économiser l'eau** », note Michel Griffon.

Les OGM ? « Cette réponse n'est pas à la hauteur des enjeux », estime M. Griffon. « Il n'est pas impossible qu'ils soient intéressants, mais pour la sélection des plantes, il existe des techniques rapides et moins onéreuses ».

Il faut « inventer une agriculture écologiquement intensive qui tire un meilleur rendement sans dégrader les écosystèmes ». Une expertise pilotée par la Banque mondiale est actuellement en cours et va dans ce sens. « Dans le Sahel, les rendements peuvent ainsi être doublés en associant la culture du mil et la plantation d'acacias », illustre Marc Dufumier, de l'Institut national agronomique.

Subsistent cependant de graves incertitudes. Le développement des **biocarburants** : l'utilisation à des fins énergétiques des sols pour la culture du maïs ou de la canne à sucre pourrait concurrencer des productions alimentaires (cela a déjà commencé, avec la crise du maïs au Mexique). Et surtout, avec le **changement climatique**, « des surprises graves sont envisageables, par exemple si le Bangladesh est inondé ou si des phénomènes de dégradation des sols se produisent à l'image du Dust Bowl [tempêtes de poussière] aux Etats-Unis dans les années 1920. Certes, le réchauffement climatique pourrait améliorer la production agricole au Canada, en Russie et au nord de la Chine. Mais les terres brésiliennes, africaines et australiennes pourraient voir, elles, leur fertilité diminuer.

Et la mise en œuvre de la voie agrobiologique est tributaire de choix politiques : « si on laisse le marché mondial ouvert, les prix trop bas empêcheront les paysans pauvres de survivre. Ils iront par centaines de millions vers les villes où il n'y a pas assez d'emplois. **Il faut faire de l'agriculture une priorité des politiques publiques.** (Hervé Kempf, *Le Monde*, 11-12 mars).

Vers une crise de l'économie mondiale ? L'endettement (dette publique + dette des particuliers) des Etats-Unis dépasse les 250% du PIB. Par comparaison, lorsque la crise de 1929 éclata, la dette américaine représentait 130 % du PIB. Alors, la crise est-elle inéluctable ?

La dette américaine s'est mise à augmenter rapidement, après trente ans de stabilité, avec la politique menée par Reagan au début des années 1980, et poursuivie ensuite par ses successeurs. La dette publique avec les baisses d'impôt et l'augmentation du budget de la Défense, mais surtout la dette privée (76% du total) avec la précarisation d'un grand nombre de salariés et l'incitation faite au plus grand nombre à s'endetter. La même politique a été suivie dans de nombreux pays.

Le chômage élevé et la précarisation grandissante met le patronat en position de force pour ne pas augmenter les salaires : en France, salaires et cotisations représentaient 79 % du PIB en 1982, ils n'en représentent que 67 % aujourd'hui. 190 milliards d'euros vont aller au capital, alors qu'ils iraient aux salaires si on retrouvait l'équilibre de 1982. Pour maintenir la croissance, l'appauvrissement relatif des classes moyennes et des salariés pauvres a été compensé par un haut niveau d'endettement. Espagne, Irlande, Norvège, Danemark, Grande-Bretagne, tous ces pays donnés en exemple ont un point commun : **la dette privée atteint des niveaux ahurissants.**

Une récession aurait des conséquences catastrophiques : l'Europe perdrait au bas mot 3 millions d'emplois. Mais les conséquences seraient encore plus dramatiques en Chine : l'essentiel de la croissance chinoise vient en effet de la consommation des ménages américains. (Pierre Larrourou, *Politis*, 8 mars, qui préconise notamment une **taxe Tobin** pour freiner les mouvements spéculatifs de capitaux ; un **impôt européen sur les bénéfices** –ceux-ci sont en moyenne de 25 % en Europe contre 40% aux Etats-Unis- ; une négociation de l'Union européenne avec la **Chine** pour inciter celle-ci à construire rapidement un **modèle de croissance plus durable**).

En attendant, les plus riches continuent d'amasser des **fortunes colossales** : moins de 1000 personnes détiennent 3500 milliards de dollars (soit plus de deux fois le PIB de la France). (*Le Monde*, 11-12 mars).

France

Profits : près de 100 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises du CAC 40. Globalement, les entreprises du CAC 40 accroissent leurs effectifs dans les pays émergents, mais guère en France où les embauches servent essentiellement à remplacer les départs en retraite. Les actionnaires vont se partager 38 milliards d'euros. (*Le Monde*, 14 mars).

Election présidentielle et manipulation de l'opinion : Les principaux médias, dont les propriétaires appartiennent aux plus grandes fortunes de notre pays, essaient de remplacer le débat sur le programme des candidats par une avalanche de sondages d'opinion. Ils cherchent ainsi à faire une place au soleil à Bayrou selon le principe bien connu : couverture médiatique, sondage en hausse, couverture médiatique plus étendue... Principe que le dit François Bayrou dénonçait, il y a quelques mois, avant d'en être le bénéficiaire.

Il faut, certes, prendre au sérieux l'offensive des principaux médias en faveur de Bayrou et contrer cette offensive en expliquant ce qu'est Bayrou, non pas un « homme neuf » mais un vieux routier de la Droite qui a voté toutes les lois anti-sociales de Raffarin et de Villepin. (Jean-Jacques Chavigné, *Démocratie-socialisme*, 13 mars).

Election présidentielle et dérapages inquiétants. En proposant un ministère traitant ensemble de l'identité nationale et de l'immigration, Nicolas Sarkozy suggère un rapport négatif entre les deux : l'immigration est ce dont il faut protéger l'identité française. Ce faisant, il oublie que cette identité, comme celle de toutes les grandes nations, est le produit, aussi, des rencontres entre populations, depuis le temps des Gaulois, Francs et Romains jusqu'à aujourd'hui. L'impact qu'ont ces rencontres sur l'identité française prouve que celle-ci est toujours vivante.

Dans son roman *1984*, Georges Orwell décrit plusieurs ministères institués dans le pays totalitaire Océania : ceux de la Vérité, de l'Amour, de la Paix. Pourquoi jugeons-nous indésirables ces ministères ? Non parce que nous sommes contre la vérité ou l'amour. Mais nous pensons que ces grandes catégories ne relèvent pas de l'action gouvernementale. (Tzvetan Todorov, *historien des idées*, *Le Monde*, 17 mars).

Mais que ne ferait pas Nicolas Sarkozy pour flatter l'extrême droite ?

Discriminations : le Bureau international du travail s'est livré pendant six mois à des tests pour mesurer l'ampleur des discriminations à l'embauche à l'encontre de jeunes Françaises et Français en raison de leur origine. 2240 tests ont été effectués, chaque offre d'emploi recevait deux candidatures. Celles-ci étaient équivalentes, même âge, même sexe, même formation et expériences professionnelles semblables, jusqu'aux tenues vestimentaires et niveaux d'expression qui étaient similaires. Le constat est sans appel. Les employeurs choisissent quatre fois sur cinq des candidats « majoritaires » (évocation d'une « origine hexagonale ancienne »), plutôt que des « minoritaires » (origine maghrébine ou noire africaine). (*Le Monde*, 17 mars).

Police : La brigade anticriminalité de jour devra arrêter entre 20 et 22 personnes par mois. Pour les contrôles routiers, objectif : 8 à 10 amendes par heure. La « culture du résultat » voulue par le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, a été interprétée de façon radicale au commissariat de Tours : la hiérarchie y a fixé des quotas d'intervention et d'interpellation. (*Le Monde* du 17 mars). *Simple dérive de collaborateurs trop zélés, ou conséquence inévitable d'un management plus soucieux des affichages et des apparences que d'une efficacité réelle ?*

Hauts-de-Seine.

Neuilly. Dans son édition du 28 février, *Le Canard enchaîné* affirme que Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, aurait acquis, en 1997, dans des conditions avantageuses un appartement situé à Neuilly-sur-seine (Hauts de Seine), commune dont il était maire. En outre, M. Sarkozy n'aurait réglé qu'une partie réduite des travaux de restructuration et d'aménagement du duplex.

Selon l'hebdomadaire, M. Sarkozy et son épouse auraient bénéficié d'une ristourne allant de 12 % à 35 % sur le prix du mètre carré pour un appartement de 217 m² (auquel s'est ajouté en 1998 un studio) payé 5,7 millions de francs. Une première vague de travaux de restructuration, « restés à la seule charge du promoteur », se serait élevée à 925 000 francs. Sur les travaux complémentaires, d'un montant de plus de 900 000 francs, le ministre de l'intérieur n'aurait réglé que 400 000 francs.

Le Canard enchaîné, qui fonde son enquête sur des documents extraits de la conservation des hypothèques et de la comptabilité du groupe Lasserre, souligne la proximité qui existait, à cette époque, entre ce promoteur et la mairie de Neuilly-sur-seine. La commune, dont M. Sarkozy

fut le maire de 1983 à 2002, a réaménagé de grandes surfaces, notamment sur les bords de Seine [et, au passage, n'a pas profité de cette occasion pour diversifier la population de la ville, et augmenter le taux, anormalement bas, de logements sociaux]. Les permis de construire sont délivrés par la mairie et la Ville a même confié, pour son compte, à ce groupe la construction de programmes immobiliers. Cette entreprise était, par ailleurs, le premier annonceur du journal local, le mensuel *Neuilly indépendant* (sic). Enfin, le terrain sur lequel l'immeuble a été construit figure sur une zone d'aménagement concerté (ZAC), créée par la mairie en 1990, et ayant bénéficié d'un grand nombre d'exonérations. (*Le Monde*, 8 mars). Faut-il parler de corruption passive ? de trafic d'influence ? de prise illégale d'intérêts ? d'abus de bien social ?

Vie pratique

Les pompes à chaleur séduisent les Français. Leur nombre est passé de 1700 en 1997 à 25 200 en 2005, et devrait s'élever à 500 000 en 2010. Le principe consiste à exploiter la chaleur du sol. Dans notre pays, elle est de 14 ° et s'élève de 4° tous les 100 mètres. Cette chaleur, recueillie sous la maison par des tubes placés horizontalement ou verticalement, peut être portée à la température de chauffage nécessaire au moyen d'une pompe à chaleur géothermique. Dès aujourd'hui, 95 % des logements neufs sont équipés en géothermie en Suède, et 65 % en Suisse. Pour chauffer une maison de 130 m², le fioul émet 4 tonnes de CO₂ par an, le gaz 2,8 tonnes, le solaire 1,8 tonnes et le chauffage géothermique utilisant une pompe à chaleur seulement 1 tonne. (*Le Monde*, 7 mars).

Les pensées du mois

- de Lucie Aubrac, héroïne de la Résistance, décédée le 14 mars « **le mot résister doit toujours se conjuguer au présent** ».
- d'un vieux yogi, rencontré en Inde dans les années 1930 par un aventurier anglais : « Ce ne sera que lorsque les scientifiques occidentaux renonceront à inventer des voitures roulant plus vite que celles que vous avez déjà, au lieu de regarder à l'intérieur d'eux-mêmes, que votre race découvrira un peu de ce qu'est **le vrai bonheur**. Vous ne croyez tout de même pas que le fait de voyager de plus en plus vite vous rend plus heureux ? » (*Le Monde* 2, 24 mars, à propos du livre *India notes*).
- « **Le produit d'exportation français le plus important**, ce ne sont pas vos automobiles, ce n'est pas l'énergie nucléaire ou votre vin. Ce sont les trois mots inscrits au fronton de toutes vos institutions. .. **vos rêves de solidarité** ». (*Gila Lustiger, écrivaine allemande, Le monde*, 22 mars).
- « L'engagement associatif s'est développé de façon notable et la floraison de sites Internet et des blogs consacrés à la chose publique montre une volonté de comprendre et de discuter. (...) Certains mouvements sociaux, en particulier dans la mouvance altermondialiste, ont développé des formes d'organisation horizontales fondées sur le réseau plutôt que sur la pyramide. (...) En favorisant des rapports de pouvoir moins asymétriques et une fluidité plus grande entre gouvernants et gouvernés, cette tendance laisse entrevoir une **relance possible de la démocratie** ». (*Yves Sintomer, professeur de sociologie à Paris-VIII, Le Monde*, 22 mars).

...et une idée intéressante : « la gratuité de l'usage couplée au renchérissement du mésusage. Pourquoi faudrait-il payer au même prix l'eau pour faire son ménage ou remplir la piscine ? Il faudra pour cela **développer une culture de la gratuité**, et définir politiquement usage et mésusage ». (*Paul Ariès, Politis, 15 mars*). En effet, pourquoi pas un tarif progressif pour les produits de première nécessité : les 100 premiers kWh gratuits, par exemple, puis un tarif qui augmente pour décourager abus et gaspillages ?

Qui a dit ... ?

Réponses. 1 et 2. Bayrou, parlant de [ça, c'était facile] Sarkozy.

3. Bayrou, parlant encore de Sarkozy, qui, il est vrai, cherche à brouiller les pistes [mais on pourrait lui retourner la remarque, à Bayrou, cet homme de droite, qui cherche à se faire passer comme un homme sans passé, venant de la planète Mars, ni à droite, ni à gauche. Faut-il le rappeler : en 1989, il était allié avec Philippe de Villiers. En 1994, nommé ministre de l'éducation nationale par Edouard Balladur, il entreprend de réviser la loi Falloux pour permettre le financement public des dépenses d'investissement des écoles privées : près d'un million de personnes défilent dans la rue pour la défense de l'école de la République. Depuis, il a voté toutes les lois antisociales, et tous les budgets présentés par l'UMP. L'UDF gouverne avec la droite dans toutes les assemblées locale. Le conseil général des Hauts de Seine et le conseil municipal de Montrouge ne font pas exception à la règle] .

Courrier des lecteurs

DC: j'ai lu ce numéro avec intérêt, comme d'hab'. Puisque tu m'y incites, je me permets de critiquer la comparaison que tu fais entre les politiques économiques comparées des gouvernements français et allemand, en complimentant apparemment ce dernier. Les résultats obtenus en Allemagne ont un prix : une baisse encore plus accentuée qu'en France de la part des revenus du travail et des prestations sociales dans le PIB (je suis sûr que tu sais les ravages que font les lois dites "Harz 4", notamment en ce qui concerne le traitement des chômeurs : c'est encore bien pire que chez nous, maintenant). Je suis convaincu qu'aucun Attacien ne peut trouver que c'est mieux que chez nous. [Il s'agissait du commerce extérieur. Si l'Allemagne connaît un excédent record, c'est peut-être aussi qu'elle offre à vendre des produits qui se vendent bien, comme des machines-outils, par exemple. Le commerce extérieur de la France repose trop sur les armes, l'aéronautique, les centrales nucléaires. Et si nous essayions de devenir les champions des éoliennes, du solaire, de l'isolation des bâtiments, de l'agriculture bio ? Nous ferions d'une pierre deux coups : capacité d'exportation de biens et savoir-faire qui seront de plus en plus demandés ; réduction de nos importations de pétrole].

ATTAC-Montrouge vous invite à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale,

le mercredi 4 avril, à 20H30,

sur le thème :

« le logement »,

au café du 7, rue Sadi Carnot, à Montrouge.

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.